

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 449 - 14 mai 1987 - Prix 2,50 F

**LANCIA  
AUTOBIANCHI  
YUGO  
POLSKI**

**EUROPA MOTORS**

Route de Vannes - 44800 Saint-Herblain - Nantes  
Tél. 40.63.70.11

## Chirac contraint et forcé... **LA LUTTE PAIE...**

C'est le printemps, les ministres, pleins de sollicitude, viennent « fleurir » notre département.

Après les Léotard, Madelin, De Villiers, De Charette, Chirac, Premier ministre, est venu, puis est reparti, semant son passage de quelques illusions et surtout, selon la presse locale, de déceptions.

Alors que depuis quinze ans, la crise et la politique d'austérité qui l'engendre, ont de lourdes conséquences pour les familles, que le déclin industriel se traduit ici, comme dans tout le pays, par d'incessantes fermetures d'entreprises, grandes et petites, Jacques Chirac et les Hommes de la Droite, au pouvoir durant plus de 25 ans, demandent encore plus de temps et développent un long plaidoyer pour l'Europe de 1992. Ils en appellent encore à de nouveaux sacrifices, notamment ceux de la Navale « par des efforts de gestion les plus énergiques ».

Ceux de la Navale, de la Mécanique, des ARNO et de Dubigeon apprécieront, eux qui subissent directement les effets de la politique prônée à Bruxelles, par les Cheysson et Delors, à Paris par les Lengagne, A. Guellec et Madelin.

Sans nul doute considéreront-ils, et avec juste raison, que la décision de faire construire à St-Nazaire le Car Ferry breton, ils la doivent à l'action persévérante de leur organisation CGT et à la lutte menée, dès l'origine, par le Parti Communiste Français. Ce n'est donc pas un hasard si le 7 mai à Nantes, les élus communistes, les responsables de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français manifestaient dans la rue, aux cris mille fois répétés de « Salaire -Emploi -Sécu, même combat » alors que dans les salons du Centre des Salorges, les Chenard, Ayrault et Gauthier, responsable départemental du P.S., appliquant la règle du Consensus et de la Cohabitation, accueillaient Jacques Chirac aux

côtés des Elus de Droite et du Tout Patronat Régional.

Ces mêmes élus socialistes qui, le 6 mai, prétendaient (dans une déclaration remise à la presse locale) ne pas accepter les invitations pour la venue de Chirac et qui, le 7 mai, la main sur le cœur, pouvaient affirmer :

« L'on roule à gauche, mais surtout ne vous occupez pas de ce que font nos mains droites ».

Les communistes, les élus communistes de Loire-Atlantique au contraire sont de toutes les luttes, aux côtés des familles, aux côtés de tous les travailleurs. En déclarant que rien ne s'oppose plus à la construction du Car Ferry à St-Nazaire, en confirmant le lancement de la DUP du Carnet, Jacques Chirac a dû reculer face à la puissance de la lutte menée par les salariés d'Alsthom Atlanti-

que, avec le Parti Communiste Français et la C.G.T.

Ce premier succès en appelle d'autres, notamment pour imposer comme nous l'avons rappelé récemment :

- Le lancement de l'A330 et A340 et le transfert des charges ATR 42 à Nantes et à St-Nazaire pour l'industrie aéronautique.
- Assurer la construction par Norsk-Hydro de l'Unité d'Amoniac à Montoir-de-Bretagne.
- Le maintien et le développement du port autonome international de Nantes St-Nazaire.
- etc...

Les partisans de l'austérité veulent poursuivre leur politique de dérèglementation, de soumission au capital. Ils ont engagé une attaque brutale et tous azimuts contre les conditions de vie,

contre l'emploi, contre l'indépendance nationale.

Il faut refuser cette impasse. Il n'est pas vrai que la crise soit fatale. une autre politique est possible, qui mette l'argent au service de l'emploi, du progrès du niveau de vie, de la Sécurité Sociale, de l'école, du renouveau économique.

En contraignant Chirac à des reculs sur le Car Ferry, la DUP du Carnet, les communistes ont démontré l'utilité d'un Parti Communiste Français.

Alors, pour être efficace, continuons d'agir ENSEMBLE ! Et soyez présent au rassemblement de lutte et de fête avec Paul Laurent les 6 et 7 juin à St-Nazaire.

J.-L. LE CORRE,  
Conseiller Régional,  
Maire de Trignac,  
Président de l'ADECRA 44.

### SAMEDI 6 et DIMANCHE 7 JUIN **FÊTE de L'HUMANITÉ**

PARC PAYSAGER - SAINT-NAZAIRE

avec

**Paul LAURENT**

Secrétaire du Comité Central  
du Parti Communiste Français

**Francis  
LE MARQUE**

Un GROUPE ROCK



### SOMMAIRE

### SPÉCIAL "BRIÈRE":

- Z.A.C. de Trignac
- SIVOM
- Echangeur Trefféac . . . . . 2
- Navale : pour d'autres victoires
- Saint-Malo-de-Guersac
- Pontchâteau . . . . . 3
- Saint-Joachim : 4 ans après . . . . . 6
- Accidents à la propriété
- Cité de Bellevue
- Le P.C.F. en Brière . . . . . 7
- Claude Billard à Saint-Nazaire 8
- Couëron . . . . . 8

# RFM 94.8

# S.I.V.O.M.

Budget 1,7 milliard

Plus que le budget d'une commune comme Saint-Joachim

Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple, qui regroupe Trignac, Montoir, Saint-Joachim, Saint-Malo, présidé par **Jean-Louis Le Corre**, maire de Trignac, il gère les travaux d'adduction d'eau, l'assainissement, le Bassin d'Apprentissage à la Natation de Montoir, soit un budget total de 17 millions de francs (1,7 milliard de centimes).

Rôle important, car, si concernant l'adduction d'eau il s'agit désormais de gérer et d'entretenir, pour l'assainissement, le développement du réseau dans chaque commune se poursuit de manière importante.

Pour de nombreux quartiers, le fait de se situer dans le marais entraîne la mise en œuvre de techniques coûteuses.

Le Président travaille activement avec différents organismes à rechercher des techniques nouvelles, telles que celles réalisées à St-Joachim.

Sous l'impulsion de Jean-Louis Le Corre, alors conseiller général, s'était mis en place le B.A.M. à Montoir : depuis, tous les enfants des 4 communes apprennent à nager.

Le vieillissement du bassin actuel entraîne de nombreuses dépenses. Des contacts et démarches vers le Département, la Région et le Ministère sont en cours, afin d'obtenir les moyens de réaliser un bassin en dur.

# LA Z.A.C. DE TRIGNAC

Une réalisation pour l'avenir

avril 1987, à proposer son prolongement entre Savine et les feux d'Herbins.

Par les emplois créés, les moyens financiers que cela donne à la commune, ce choix a aujourd'hui des résultats considérables pour la vie de la localité.

L'ensemble des implantations, par leur diversité, permet à la clientèle d'y trouver ce qu'elle devait parfois aller chercher à Nantes.

Et puis, les Trignacais apprécient qu'à l'inverse de ce qui se passe dans les autres communes, les commerces qui s'implantent ne coûtent rien à la Municipalité en équipements divers. Mieux, même, ils participent financièrement, lors de leur implantation à la réalisation d'équipements sportifs ou autres.

Les adversaires tentent d'opposer le commerce du centre-ville de Saint-Nazaire et cette zone commerciale.

En fait, il s'agit de commerces d'un type différent. La même question était posée pour

Trignac-Centre, cela n'a pas empêché une supérette de s'implanter et aujourd'hui de s'agrandir.

Cette zone correspond à un besoin pour les villes de la taille de Saint-Nazaire. Les élus de Trignac qui en sont à l'origine en sont heureux pour leur ville.

Ce n'est pas en bouchant l'avenue de la République à Saint-Nazaire, ce que certains appellent le tunnel qui mène à la Z.A.C., que l'on empêchera son développement.

La question générale, pour notre région, son commerce, qu'il soit petit ou grand, c'est le maintien et le développement de l'emploi et du pouvoir d'achat, et non pas une quelconque rivalité de clocher entretenue aujourd'hui par ceux qui acceptent la liquidation des A.R.N.O., de la Navale, des licenciements à l'Aérospatiale et ailleurs.

La persévérance du maire de Trignac permet à ses habitants de vivre mieux et d'envisager l'avenir avec optimisme sur ce plan.

## 5 PORTES ET 5 OU 7 PLACES RENAULT 21 NEVADA

La catégorie « moyenne supérieure » dans laquelle s'inscrivent les RENAULT 21 Nevada représente au niveau européen environ 600 000 acheteurs potentiels et RENAULT, présent de longue date sur ce créneau, s'est inscrit en tête du palmarès français jusqu'en 1984 avec les RENAULT 18 Break.

D'emblée les RENAULT 21 Nevada se distinguent par le style novateur du dessin de leurs vitres arrière. Présentée en version à 5 places et en version à 7 places, cette gamme fait appel aux motorisations des berlines RENAULT 21 : 1 721 cm<sup>3</sup> essence en 76 ch et 90 ch, 1 995 cm<sup>3</sup> essence 120 ch, 2 068 cm<sup>3</sup> diesel 67 ch et 2 068 cm<sup>3</sup> Turbo Diesel 88 ch. Trois niveaux d'équipement sont disponibles.

Par rapport aux berlines dont elles dérivent, les RENAULT 21 Nevada ont un empattement allongé de 15 cm et une longueur hors-tout de 4,64 m en augmentation de 18 cm. De plus, les RENAULT 21 Nevada offrent de multiples possibilités d'utilisation, la longueur de chargement peuvent atteindre jusqu'à 2,05 m, le volume utile 1 710 dm<sup>3</sup> et la charge utile approchant 600 kg.



Simultanément, grâce à leur aérodynamisme exceptionnelle — SCx compris entre 0,67 et 0,72 — les RENAULT 21 Nevada offrent des performances élevées — 193 km/h pour les versions à moteur 2 litres essence — et des consommations particulièrement raisonnables : 6,5 à 8,1 litres aux 100 km (moyenne UTAC) pour l'ensemble des versions.

La RENAULT 21 Nevada vient enrichir une gamme RENAULT 21 fabriquée à ce jour à plus de 80 000 exemplaires, diffusée dans 12 pays européens et atteignant une pénétration sur le marché français de 8,6 % au mois de mai.

### CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

Concessionnaire Renault  
Rte de la Côte d'Amour  
SAINT-NAZAIRE  
Tél. 40.70.35.07



## ECHANGEUR DE TREFFEAC

Une réalité et l'aboutissement d'une longue lutte

Aujourd'hui une réalité

Les travaux avancent très vite, la mise en service étant prévue le 1<sup>er</sup> juillet. Un succès pour les habitants de Bert, Tremblay, Aucard.

La détermination des communistes de ces quartiers, la pétition signée à près de 100 % auront permis d'aboutir à ce succès.

Même s'il se trouve encore aujourd'hui des personnes telles que le maire de Saint-Nazaire pour critiquer cette réalisation, il est bien le seul.

Un besoin qui est né avec la réalisation de la rocade. Dès cette date, les élus de Trignac avaient exigé cet échangeur. La décision de doubler la rocade a donné une nouvelle ampleur à cette revendication, un carrefour à feux allant multiplier les risques (déjà nombreux) pour les utilisateurs.

Dès lors, le maire de Trignac, les cellules du P.C.F. de Bert et Certé alertaient le ministre Charles Fiterman. Celui-ci nous faisait part de sa décision de réaliser le doublement de la voie ainsi que l'échangeur.

Quelques mois plus tard, Paul Quilès, nouveau ministre des Transports, refusait de prendre en charge la réalisation de l'échangeur.

Dès cet instant, pour les cellules du P.C.F., une seule solution : la lutte (tracts, affiches, badges, pétitions, informations à la presse, interventions auprès du Ministère, de la Région, du Conseil Général, distribution de tracts aux feux). Plusieurs mois de lutte avec la population et la présence active du maire de Trignac.

Les socialistes de Trignac tentaient de justifier la décision de leur ami ministre en expliquant qu'il s'agissait de choisir entre Tréfféac et Donges. Or, il était clair que la décision du ministre était : ni l'un, ni l'autre.



L'échangeur en voie d'achèvement, et qui sera en service au cours de l'été 87...

En effet, ce carrefour qui relie entre eux les quartiers de Trignac permet aux habitants des écarts de se rendre vers Saint-Nazaire. Mais il dessert également les quartiers de Saint-Nazaire Ouest, Marsac, la Noë d'Armengeo dont les habitants désirent se rendre

aux Chantiers et à l'Aérospatiale.

En fait, il est utile à autant de personnes de Saint-Nazaire sinon plus que de Trignac, sans que cela ne coûte un centime à la ville de Saint-Nazaire, alors que pour la commune de Trignac, cela représente une dépense de 80 millions de centimes.

En réalité, un faux débat qui ne peut cacher la réalité : la lutte des communistes avec la population a permis de gagner, et cela gêne ceux qui appellent à la résignation...

L'inauguration de cet échangeur sera sans aucun doute l'occasion d'une belle fête pour tous ceux qui ont contribué à ce succès.

Jean-René TEILLANT.

# Chantiers de l'Atlantique : POUR D'AUTRES VICTOIRES

Les commandes enregistrées aux Chantiers de l'Atlantique satisfont les communistes.

C'est une vieille lutte que nous menons, consistant à défendre une industrie d'avenir.

Mise à jour sur la place publique par les élus communistes bretons, la lutte pour le car-ferry breton, son résultat positif est le fruit de la bataille de tout le Parti, de ses élus et, pour la part qui lui revient, de la C.G.T.

Il va sans dire que tout le monde tente de récupérer cette commande à son profit !

La Direction des Chantiers n'est pas en reste et va faire valoir les efforts employés pour améliorer la compétitivité et les coûts :

- réduction des frais généraux ;
- polyvalence du personnel ;
- intégration du personnel à ses objectifs par l'intermédiaire des cercles de qualité.

Ces moyens développés entraînent plusieurs remarques :

— Alors que le pays souffre d'une décroissance chronique de sa flotte marchande, les patrons continuent de diminuer les effectifs par l'outil que leur a donné les syndicats CFDT, FO, CGC, les congés de conversion.

Dans une région qui compte 15 000 chômeurs, c'est dramatique.

— La polyvalence du personnel se fait avec un minimum de formation et peut entraîner des conséquences graves comme on l'a vu avec l'accident mortel survenu le 16 avril dernier.

Ce dernier est aussi la conséquence d'une accélération de la productivité se faisant au détriment de la sécurité !

L'image de marque que veut donner la Direction à l'extérieur des Chantiers en prend, par cette réalité, un sacré coup !

« Travaille et tais-toi », semble dire d'Acremont aux salariés.

C'est l'objet des cercles de qualité qui se développent aux Chantiers.

S'appuyant sur une volonté

d'expression du personnel, la Direction, tout en torpillant un acquis de 1982, les Conseils d'ateliers ou de bureaux, crée une structure pour canaliser les idées des salariés à son plus grand profit.

Gagner 40 % de productivité et réduire les coûts de 15 à 20 % ne peut se faire sans tirer partie de l'expérience et de l'acquis des travailleurs de la Navale !

Alors, il y a d'un côté la carotte, qui a vu décerner quelques récompenses à quelques cercles de qualité, et de l'autre le bâton. Il faut relever le défi du « Souverain des Mers » si nous voulons survivre !

**Mais qui survit ?** Les profits d'Alstom qui ne cessent de grandir ou les ouvriers qui touchent moins de 6 000 F par mois dans bien des cas ?

Non, les salariés ne l'entendent pas ainsi. Ils aiment leur travail et veulent l'améliorer certes, mais ils veulent aussi améliorer leur niveau de vie.

Des voix s'élèvent, les luttes grandissent aux Chantiers et finiront bien par obtenir victoire sur les salaires après avoir obtenu celle du car-ferry breton !!!

## MAIS QUE DISENT-ILS ?

Vous qui peut-être étiez témoins de cette scène ou qui en déduisez la solution à l'examen de cette photo, écrivez-nous si vous connaissez la réponse.

Au gagnant, un abonnement d'une année à notre journal « Les Nouvelles de Loire-Atlantique ».



## Saint-Malo-de-Guersac : DES ELUS POUR L'ACTION

Pour la première fois dans son histoire, la population a élu 6 communistes et Républicains au Conseil municipal en mars 83, deux de ces camarades occupent des postes d'adjoint.

Dans notre commune ouvrière qui a vu sa population faire un bon considérable sur une courte période, le besoin en équipements est important. Au sein du Con-

seil ou dans les commissions, les élus communistes et républicains agissent pour combler cette lacune dans les meilleurs délais.

Notre action est notamment orientée en direction de la jeunesse. Nos jeunes sont en effet les principales victimes de la crise du capitalisme. Pour eux l'entrée dans la vie active est très souvent synonyme de chômage ou de travail précaire.

Notre ambition est de donner à la population de notre commune les services qu'elle est en droit d'attendre, que ce

soit dans le domaine de l'enseignement, des loisirs, de la culture ou de la qualité de la vie.

La présence d'élus communistes au Conseil est la garantie que les intérêts du monde du travail seront défendus.

Les élus communistes et républicains de Saint-Malo sont de toutes les luttes ouvrières de la région, que ce soit pour la défense de l'emploi, ou de la protection sociale, les travailleurs malouins qui se battent, savent qu'ils peuvent compter sur leurs élus.

## BRÈVES

### BRIERE

#### Vous avez dit gestionnaire ?

Après les pêcheurs, les chasseurs, c'est le tour des régisseurs de la Commission syndicale de Grande Brière d'être mécontents.

En effet, ils n'ont toujours pas été réglés de leurs indemnités sur la perception des cartes et timbres.

Ainsi, le président de la Commission syndicale fait comme les

patrons avec la Sécurité sociale ; il utilise à d'autres fins des fonds qui ne lui appartiennent pas. Il s'engage à verser des subventions aux chasseurs mais ne les règle pas.

C'est de la faute du Parc, dit-il, mais n'est-il pas au Parc régional un homme écouté, puisqu'il y siège ?

### La drague à SAINT-JOACHIM

C'est le même président de la Commission syndicale de Grande Brière qui a refusé de voter pour l'utilisation de la drague "La Judelle" dans les curées de Fédrun. Un de ses amis l'avait pourtant, dans le passé, prêtée pour être utilisée dans le Parc

paysager de Saint-Nazaire, avec la seule charge, pour cette ville, de régler les frais de transport. La drague est à Fédrun, elle fait du bon travail. Qu'elle continue et ce sera conforme aux engagements de la Charte.

### Bassin du BRIVET

Avant de partir en retraite, M. le Sous-préfet de Saint-Nazaire a tenté de relancer l'aménagement du bassin du Brivet.

Il a montré beaucoup moins de diligence à l'égard de la Commission syndicale de Grande Brière

pour que celle-ci puisse récupérer la T.V.A. sur les travaux, en étant reconnue comme collectivité territoriale et être présente à part entière dans les organismes du Parc.

### HISTOIRE

#### Marais de Donges

C'est en 1542 que Suzanne de Bourbon, dame de Rieux, en tant que tutrice de son fils Claude, accorde leurs premiers droits aux Briérons.

Ces droits seront renouvelés à plusieurs reprises. L'assèchement des marais de Donges, entre 1819 et 1823, n'alla pas sans viciss-

tude ; en 1821, un attroupement réunit à Donges 1 700 personnes en état de semi-insurrection contre la violation de leurs droits. Des heurts violents eurent lieu avec la Troupe.

150 ans ont passé ; les Briérons restent attachés à leurs droits, aux us et coutumes.

### PONTCHATEAU

#### Enseignement : au C.E.S. de Pontchâteau, la lutte paie...

Dès l'annonce de la suppression de 4 postes pour la rentrée prochaine, les parents d'élèves et enseignants ont réagi par la

lutte : plusieurs centaines de signatures sur la pétition de la F.C.P.E., grève très massivement suivie par les enseignants, manifestations à Nantes et St-Nazaire

avec les autres établissements, délégations à l'Inspection Académique.

La lutte paie : déjà l'inspecteur d'Académie a restitué un poste, s'est engagé à ne pas toucher à l'éducation physique et a promis d'étudier la situation des enseignants techniques à la S.E.S.

### Conseil municipal ou pouvoir personnel

Comme les autres années à la même époque, le Conseil municipal s'est réuni pour examiner le budget, mais dans quelles conditions !

Bien que quelques commissions se soient réunies (tardivement) aucune n'a pu faire de proposition. Le maire a défini le budget en terme d'enveloppe

budgetaire, se laissant le soin de choisir lui-même les réalisations, et considérant le Conseil municipal comme une chambre d'enregistrement.

Le Parti Communiste a exprimé son désaccord par la bouche de son élu. Après avoir lu une déclaration, celui-ci a quitté la salle.

### Après une bonne assemblée populaire

A Pontchâteau, une vraie assemblée populaire : 45 personnes, quatre adhésions ; une heure de débat sur la situation politique et le rôle du Parti Communiste dans la bataille pour l'emploi dans cette région particulièrement éprouvée.

Une assemblée qui donne chaud au cœur dans ces terres de mission.

Mais la cellule n'en reste pas

là, regroupant les communistes de Pontchâteau, Ste-Reine, St-Gildas, Séverac, Ste-Anne, Prinquiau, elle se réunit régulièrement, elle a sorti son premier bulletin et a pris un nom : Cellule Henri Barbusse.

Venez les 6 et 7 juin au Parc Paysager à St-Nazaire, rencontrer et discuter avec les militants de Pontchâteau à leur stand.

## DE VILLE A VILLE

### ST-JOACHIM : Solidarité sans faille ?

A St-Joachim, l'observateur attentif avait déjà pu noter une certaine inconséquence d'élus socialistes approuvant un Plan d'Occupation des Sols mettant en réserve un terrain appartenant à l'école d'Aignac et votant contre l'achat de ce même terrain lorsque le propriétaire proposa celui-ci à la Municipalité.

Plus grave cependant se révèle le vote de quatre sur dix des élus socialistes qui refusèrent leur voix à un communiste au cours de la dernière réunion du Conseil municipal, alors qu'il s'agissait de remplacer un adjoint communiste démissionnaire pour raison de santé.

### ST-NAZAIRE : Ville sans Z.A.C.

Rien ne sert de se lamenter ou d'échafauder des projets aussi dangereux que coûteux, le fait est là : Saint-Nazaire est sûrement une des seules villes de cette importance dans l'hexagone à ne pas avoir créé à sa périphérie une zone d'activité commerciale.

Parfois tardivement, les autres agglomérations de Loire-Atlantique y sont venus (Rezé, St-Herblain,

etc.) souvent à grands renforts de cadeaux financiers ou d'équipements pour les « investisseurs ».

Imperturbable depuis des décennies, à Saint-Nazaire, les municipalités successives ont traité par le mépris cette évolution du commerce.

Qui a dit que « diriger c'est prévoir » ?

### PORT AUTONOME : Nantes/ Saint-Nazaire ?

N'est-il pas aujourd'hui abusif de continuer à parler du Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire ? L'observateur attentif peut constater que de casses en abandons, le poids maritime de deux métropoles ne cesse de décroître. Aujourd'hui, l'essentiel de l'activité dans l'estuaire se concentre sur Donges et Montoir. Nantes ne cesse de décroître et, avec Dubigeon, perd un nouvel atout.

Saint-Nazaire ? L'essentiel risque bientôt d'être le musée.

(Suite page 7.)

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE  
PUBLICITE »  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Joël BUSSON  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. CRAVOILLE,  
J.-Y. COUPEL,  
Gilles BONTEMPS.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Laennec - RENNES  
C.P.P. n° 52 987

## QUATRE ANS APRÈS...

### Interview de Marc JUSTY, maire de Saint-Joachim



**Q.** : En 1983, une liste d'union de la gauche était élue à St-Joachim. Comment, à ton avis, peut-on caractériser l'action de cette équipe que tu diriges depuis 4 années ?

**M. Justy** : Schématiquement, je dirais : « 4 ans au service de la population, dans la fidélité au programme défini devant elle en 1983 ».

**Q.** : Mais encore... Des exemples ?

**M. Justy** : 4 ans de lutte pour la défense de l'école publique avec, en particulier, la construction d'un groupe scolaire de dix classes pour remplacer les deux écoles vétustes datant d'un siècle :

— lutte contrecarrée par des fermetures de classes décidées par les gouvernements Mauroy (Aignac en 83), Fabius (Fédrun en 86) et Chirac (Simone de Beauvoir en 87) et par la loi Chevènement qui, après mise au panier du projet Savary par F. Mitterrand, a décrété la prise en considération du contrat d'association signé entre l'école privée et l'Etat en vertu de la loi Guemur.

4 ans d'action et de démarches persévérantes pour la rénovation de la commune, avec :

— la construction d'un nouveau bureau de poste ;  
— l'inscription de la commune (la 1<sup>re</sup> dans le département) dans une opération régionale d'amélioration de l'habitat (ORAH) et dans un programme d'intérêt général (PIG) permettant aux propriétaires, occupants ou bailleurs, d'avoir accès à des primes substantielles pour des travaux de rénovation...

**Q.** : Ce qui t'a valu l'appellation de « chasseur de primes » dans un quotidien régional. En es-tu offusqué ?

**M. Justy** : Pas du tout ! Ces primes n'entrent pas dans ma poche, mais dans celle des habitants de la commune et participent à l'amélioration de leurs conditions de vie.

(41 primes pour un montant de 420 000 F ont été attribuées à ce jour, ce qui a permis 3 millions de francs de travaux sur la commune).

Ajoutons que nous allons procéder en 1987 (500 000 F au budget primitif 87) et 1988 à la rénovation des bâtiments scolaires libérés par la construction du nouveau groupe et qui sont destinés aux besoins des associations locales.



« LA JUDELLE » en pleine action...

Enfin un programme d'aménagement de la zone située entre le bourg et Brécun est en instance devant le Conseil Général et devrait être réalisé fin 87 et 88.

4 ans d'action en faveur de la vie associative avec :

— la rénovation et la remise en service de la salle des fêtes ;  
— la rénovation des anciennes écoles (voir plus haut) ;  
— la construction de 2 courts de tennis ;  
— la réalisation d'un nouveau terrain de football stabilisé en 87 et 88 (500 000 F au budget primitif 87).

4 ans de lutte pour défendre La Brière et ses usagers, avec :

— la remise en état de près de 14 km de canaux. Alors que le

Parc de Brière, en vertu de sa charte, aurait dû prendre en compte l'entretien de ces canaux, il s'y est refusé, n'acceptant de « prêter » la suceuse que pour 2 tronçons et en faisant payer la commune malgré mon opposition — la seule — à cette décision prise en bureau du Parc ;

— en liaison avec les usagers, pêcheurs et chasseurs, la ferme opposition au projet d'aménagement des marais du Brivet lancé par de Baudinière, aménagement coûteux et dont les Briérons ont, par ailleurs, tout lieu de se méfier.

**Q.** : Quelles sortes de difficul-

tés rencontre un maire communiste dans une commune-dortoir comme St-Joachim ?

**M. Justy** : En premier lieu, des difficultés d'ordre financier dues bien sûr aux mesures gouvernementales que chacun connaît bien (diminution des subventions, taux élevé des emprunts, prélèvement sur la C.N.R.A.C.L...) mais aussi à la faiblesse de la taxe professionnelle dont le produit par rapport au montant total des impôts locaux est en constante diminution (25,6 % en 82 et 15,7 % en 87).

D'autant plus que nous refusons d'augmenter depuis 1984 les taux des taxes d'habitation et foncière pour une population fortement frappée par le chômage (344 demandeurs d'emploi pour 4 200 habitants, soit 25 % de la population active).

En second lieu, les instances départementales et régionales, étant donné leur composition politique, ne déroulent pas le tapis rouge devant un maire communiste et il lui faut, plus qu'à d'autres, une persévérance à toute épreuve, pour faire avancer les dossiers.

Mais cela ne m'effraie pas. C'est certes une tâche difficile de lutter à contre-courant des effets dévastateurs de la crise et à contre-courant des pressions exercées de toutes parts pour la faire accepter, mais je suis persuadé de ne pas être à contre-courant des aspirations de la population.

## OFFRES SPÉCIALES

# GO CUISINES



Alain GREGOIRE  
48, Bd Victor Hugo  
SAINT-NAZAIRE

Tél.  
40.66.33.64

# ACCIDENTS A LA PROPRIÉTÉ

## Le rêve devient cauchemar

Dans nos communes de Brière, de nombreuses familles ont décidé dans les années 80, d'avoir leur maison.

Elles ont ainsi réalisé un rêve, quitté un logement collectif H.L.M. pour habiter un pavillon individuel : en somme la liberté !

Aujourd'hui, ces familles sont de plus en plus confrontées à un problème qui leur paraît insoluble : rembourser chaque mois de 3 500 à 4 500 F, avec des ressources tournant autour de 8 000 à 9 000 F.

Deux facteurs ont mis en difficulté ces familles :

— Le taux de l'inflation a diminué alors que les emprunts

ont été réalisés à des taux d'intérêt de 11 à 13 % avec une progressivité annuelle de 3 à 4 %. Les salaires n'ont pas suivi !

— D'autre part, le chômage et la précarité de l'emploi se sont étendus aggravant les difficultés.

Les banques n'acceptent pas de négocier avec les accédants, les mesures d'aides mises en place par les Pouvoirs Publics sont dérisoires.

**QUE FAIRE ?** Le Parti Communiste Français présente une série de propositions pour défendre toutes les familles en difficulté :

1 - Annuler une partie de la dette par transformation d'intérêts déjà versés en remboursement de capital.

2 - Diminuer les taux d'intérêts

des anciens prêts pour les mettre au niveau des taux actuels (8,5 % pour les P.A.P., 10 % pour les P.C.).

3 - Plafonner les charges des familles modestes en proportion de leurs revenus (25 % au maximum pour une famille dont le revenu est inférieur ou égal à 10 000 F).

4 - Stopper les paiements des familles en difficulté ayant subi des pertes de revenu à la suite de chômage, accident du travail, maladie... jusqu'au retour à une situation meilleure.

L'argent pour financer ces mesures existe. Il faut que les accédants à la propriété s'organisent et luttent pour imposer ces mesures au gouvernement.

Les communistes et élus communistes sont avec eux.

# CITÉ DE BELLEVUE A MONTOIR

## L'indispensable reconstruction

Denain est rentrée dans ses frais !

Aujourd'hui, les logements sont vétustes, inconfortables, insalubres. Dans son état actuel, la cité n'a aucun avenir.

**La solution :** reconstruire des logements locatifs neufs avec des loyers accessibles aux ressources des gens.

**Condition :** que la

société Denain accepte de négocier la vente de sa cité dont elle ne peut rien faire. Or, depuis des années, elle tergiverse !

Et pourtant, les choses avancent : la Municipalité de Montoir, son maire, Hubert Bouyer, presse Denain de négocier. Les locataires ne se laissent pas faire et se battent pour de meilleurs logements... **Affaire à suivre.**

116 logements construits avant 1920 par la société Denain Nord-Est.

Depuis plus de soixante-dix années, la société encaisse les loyers. Il y a bien longtemps que les locataires ont payé leur logement et que la société

# LE P.C.F. EN BRIÈRE

## Une force qui monte

monde, voilà des axes essentiels de l'action du P.C.F. et des interventions de ces élus.

Voilà dans nos communes et nos entreprises l'originalité du P.C.F., alors que depuis des années, chacun à leur tour et chacun aux postes de responsabilité qu'ils occupent, la Droite et le Parti Socialiste en appellent à l'austérité et aux sacrifices.

Oui, décidément le Parti Communiste Français est un parti bien utile !

Son développement depuis des années en témoigne.

Aujourd'hui, nous comptons nos adhérents par centaines, alors que dans les années 70, les comptes se faisaient par dizaines...

Nous avons développé nos organisations dans toutes les communes de Brière, et nous voulons progresser dans les entreprises.

Il y a aujourd'hui des élus communistes dans de nombreuses communes : Trignac, St-Joachim, St-Malo-de-Guersac, Donges, Pontchâteau.

Trois municipalités, les plus dynamiques de La Brière, sont dirigées par un maire communiste : Jean-Louis Le Corre à Trignac, Hubert Bouyer à Montoir, Marc Justy à St-Joachim.

Cette bonne santé du P.C.F. ne nous cache pas cependant le chemin qu'il faut encore parcourir pour augmenter l'influence du P.C.F. : accroître le nombre des communistes, développer nos organisations et la qualité de leur action, rétablir et élargir notre influence :

C'est une condition indispensable pour faire grandir l'idée d'une union nouvelle pour le changement de politique, de pouvoir, de société.

Hubert DELAHAIE.

# DE VILLE EN VILLE

(suite)

## TRIGNAC

### Inauguration de la salle Jules-Busson

Une foule nombreuse avait répondu ce matin du 2 mai, à l'invitation de la Municipalité trignacaise pour l'inauguration de la salle Jules-Busson.

Dans son allocution, Jean-Louis Le Corre devait

évoquer avec émotion la vie du militant ouvrier puis souligner l'intérêt de cette réalisation de salle polyvalente s'inscrivant dans un ensemble sportif qui ne cesse de se développer, illustrant la volonté municipale d'agir dans ce secteur pour le plus grand bien de la jeunesse dans cette commune qui compte 30 % de sa population active privée d'emploi.

## CARNET BLEU

La cellule de Plaisance-Avalix et la section de Saint-Nazaire sont heureux d'apprendre la naissance d'ALEXANDRE au foyer de nos camarades Véronique et Bruno Gaujarengues (secrétaire de la cellule). Tous nos compliments à Véronique et Bruno, et tous nos vœux de bonheur à Alexandre.

## RENAULT 25 TX ET MANAGER

Deux nouvelles RENAULT 25 sortent en ce printemps. D'abord la 25 TX, une nouvelle version avec le moteur 2 litres à gestion électronique, développant 120 ch, et apparu pour la première fois sur la RENAULT 21. Ce moteur dispose des derniers perfectionnements technologiques en matière de gestion avec en particulier l'injection et l'allumage électroniques, pilotés à partir du même calculateur, la détection de cliquetis cylindre par cylindre, et la coupure d'injection en décélération.

La RENAULT 25 TX vient prendre place dans la gamme entre la version GTS dotée du moteur 2 litres à carburateur développant 103 ch et la version GTX équipée du moteur 2,2 litres à injection développant 126 ch. Elle dispose d'un équipement comprenant entre autres : le becquet arrière peint à la couleur de la carrosserie, la télécommande à rayons infra-rouges du verrouillage centralisé, des enjoliveurs de roues spécifiques, des appuie-tête à l'arrière ainsi que les monogrammes latéraux « TX » et le monogramme arrière « injection ».

Avec sa nouvelle motorisation très performante, la RENAULT 25 TX se distingue par son agrément de conduite, tout en restant dans la classe fiscale des 9 CV. D'autre part sa cylindrée inférieure à 2 000 cm<sup>3</sup> lui permet un coût d'assurance raisonnable.

Dernière née, la 25 « Manager », est une série spéciale proposée en trois versions :  
 — 25 GTS « Manager » : moteur 1 995 cm<sup>3</sup>, à carburateur, 74 kW ISO (103 ch DIN) ;  
 — 25 TX « Manager » : moteur 1 995 cm<sup>3</sup> injection électronique, 86,5 kW ISO (120 ch DIN) ;  
 — 25 GTD « Manager » : moteur 2 068 cm<sup>3</sup>, diesel, 46 kW ISO (64 ch DIN).

La définition mécanique de ces 3 voitures ne reçoit pas de modification par rapport aux modèles dont elles dérivent, parmi lesquels :

- les bandes latérales décoratives bicolores intégrant l'appellation « Manager » ;
- les enjoliveurs de roues spécifiques (cristal chromé) ;
- les baguettes latérales, analogues à celles de la Renault 25 V6 Turbo ;
- le becquet arrière peint à la couleur de la carrosserie ;
- l'essuie-lunette arrière ;



- les 2 rétroviseurs extérieurs, réglables de l'intérieur ;
- les vitres teintées ;
- les appuie-tête à l'arrière ;
- le volant en cuir, type Renault 25 V6 injection ;
- la condamnation centralisée des 5 portes et de la trappe à essence, ainsi que sa télécommande à rayons infra-rouges.

Deux teintes métallisées vernies sont proposées pour la carrosserie : le bleu orage et le gris argent, la sellerie étant dans les deux cas en velours de couleur bleue. Prévue à 4 000 exemplaires, cette série spéciale est réservée au marché français où la RENAULT 25 occupe la première place du créneau haut de gamme.

La gamme RENAULT 25 continue à bien se porter sur le marché français. En effet pour l'année 1986, avec 68 705 exemplaires immatriculés, elle a pris le premier rang de la catégorie haut de gamme (7<sup>e</sup> rang du marché) avec une pénétration de 35 % (3,6 % du marché).

## CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

Concessionnaire Renault  
 Rte de la Côte d'Amour  
 SAINT-NAZAIRE  
 Tél. 40.70.35.07



# CLAUDE BILLARD à ST-NAZAIRE

200 communistes et sympathisants avec Claude Billard, Gilles Bontemps, Jean-Louis Le Corre, Jacques Coignard, conseiller régional de Bretagne, Gérard Rastel et Louis Dronval.

Et c'est dans l'enthousiasme que devait commencer son intervention Claude Billard : « Nous avons la joie d'être réunis ce soir pour la grande victoire : celle de la construction du car-ferry breton par les Chantiers navals de l'Atlantique.

« Les 1,5 million d'heures de travail pour un chantier français, sont un succès de la lutte, de l'action persévérante dont les salariés de l'Alsthom ont été des acteurs déterminés.

« Votre action, menée avec le concours du P.C.F., ses militants et ses élus, avec votre syndicat C.G.T., a permis d'imposer ce recul significatif au patronat et au pouvoir, à tous ceux qui s'acharnent à vouloir liquider la filière maritime française.

« ... Chers Amis, qui n'êtes pas encore adhérents à ce Parti, le moment est venu de le faire.

« Oui, c'est le moment car, comme le dit le poète « quand les



blés sont sous la grêle, fou celui qui fait le délicat ».

« Oui, venez avec nous. Ensemble on construira une maison France qui soit humaine, qui soit fraternelle, qui soit ouverte sur la vie et où il fasse bon vivre. Une maison France qui portera à l'entrée ce simple panneau : ici, le malheur est interdit ; ici, place au bonheur !!

« Avec les communistes, vous avez obtenu une grande victoire.

Pour de nouveaux succès, pour imposer des solutions nouvelles, venez renforcer notre Parti, pour contribuer à cette lutte pour le bonheur, une idée toujours neuve ! »

Sept sympathisants devaient répondre à cet appel.



## EPHÉMÉRIDE

• **Le 15 mai : LES ELUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS** tiendront leur assemblée générale à la Fédération du P.C.F., afin de préparer le Congrès national des 23 et 24 mai.

• **Le 18 mai : BUREAU FEDERAL** : Bicentenaire de la Révolution.

• **Le 21 mai : RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL** à 18 heures, au siège de la Fédération, avec Claude Billard, les secrétaires de section, les membres du Comité fédéral, pour fêter les 95 % de cartes placées.

• **Le 25 mai : COMITE FEDERAL** après les travaux du Comité central et la proposition du candidat aux présidentielles, à 18 h 30, au siège de la Fédération.

## POUR LA FORMATION - LE 23 MAI

Les lutte à l'école ont connu de nouveaux développements en particulier dans le primaire et le secondaire.

La rencontre nationale sur la formation, organisées par le PCF le 21 janvier 1987, nous offre un point d'appui riche pour l'intervention des communistes dans ces luttes.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF a ainsi décidé d'organiser une initiative départementale (publique et large) sur la formation, le 23 mai 87, sous l'égide de « L'Ecole et la Nation », avec la participation de René MAURICE, collaborateur du Comité central du P.C.F. Elle se tiendra à la salle socio-culturelle du Sillon de Bretagne, 12 bis, avenue des Thébaudières, à Saint-Herblain, de 14 h 30 à 19 heures.

OFFRE EXCEPTIONNELLE DU 11 AU 24 MAI 87

## 4 MOIS D'ÉTÉ EN LADA 4 MOIS SANS PAYER\*



Une gamme à partir de  
**30 850 F\*\***,  
soit 755,82 F par mois  
à compter du  
1.10.87

A ce prix-là,  
le soleil  
est gratuit!

\* Juin-Juillet-Août-Septembre pour les livraisons de Mai (après versement du dépôt de garantie). EXEMPLE : LADA 1200S - PRIX : 30 850 F\*\*. Crédit bail sur 60 mois avec un dépôt de garantie de 3 085 F (pouvant être constitué en tout ou partie de la reprise de votre ancien véhicule) égal à la valeur de rachat finale. 56 mensualités de 755,82 F, la 1<sup>re</sup> en Octobre 87. Prix total en cas d'acquisition : 45 410,92 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par COFIBAIL.

\*\* Prix clés en mains au 1.3.87 (hors frais d'immatriculation).  
Modèle présenté : LADA SAMARA : 44 500 F\*\*.  
Garantie Réseau Poch Assistance avec A.M.I. 300 concessionnaires et agents en France.

**LADA** réseau **POCH**

UNE SOLIDE RÉPUTATION DE ROBUSTESSE

**Garage DUMAS** CONCESSIONNAIRE  
98, ROUTE DE LA CÔTE-D'AMOUR  
TEL. 40.70.08.99 - SAINT-NAZAIRE

## COUERON

### TREFIMETAUX : TOUJOURS LA MENACE

L'entreprise nationalisée Pechiney prépare la privatisation prévue pour 1988. Il s'agit de se placer sur les créneaux les plus juteux avant de se livrer au privé, en se débarrassant des secteurs qui ne font pas assez de profits.

Commencé sous le précédent gouvernement, le « récurage », selon le terme délicat du P.D.G. Gandois, s'est poursuivi, notamment pour Tréfinétaux qui est passé en trois ans de 5 000 à 2 500 salariés. Il est maintenant sûr que ce n'est pas terminé. Si l'usine de Couëron s'appelle mainte-

nant Métayer-Moël, elle fait toujours partie du groupe Pechiney qui destine toute la branche cuivre au trust italien SMI, bradant ainsi une importante production nationale.

Dans cette perspective, des menaces assez précises pèsent sur une des deux usines Métayer-Moël, La Courneuve ou Couëron. Par contre, des investissements importants sont prévus par Pechiney : au Canada et en Australie !...

Il va falloir se mobiliser autour des travailleurs de Tréfi pour empêcher le désert industriel d'envahir Couëron.

### CARRIÈRES DES DAUDIÈRES : LES NUISANCES DU PROFIT

Les riverains de la carrière des Daudières ont exprimé à plusieurs reprises leur « ras-le-bol » : trop de bruit, trop de poussière, des pierres qui tombent des camions en surcharge, des détériorations aux habitations...

La dimension prise par l'exploitation rend la vie de plus en plus insupportable. Depuis l'abandon de la carrière de Saint-Herblain, la production a doublé et le personnel est soumis à l'exigence de la rentabilité maximum. Propriété maintenant du groupe Cochery, la carrière des Daudières est la seule sur la proche région, et fournit une pierre d'excellente qualité. Elle mérite bien sûr d'être exploitée, mais les riverains mériteraient eux aussi de la considération, ce qui n'est manifestement pas le cas.

En 1974, par un protocole signé conjointement avec la Municipalité, la Direction s'engageait à mettre un terme aux nuisances et à indemniser les dégâts. Des mesures ont été prises à l'époque, mais les riverains considèrent que leur adaptation à l'explo-

tation actuelle retarde considérablement. Par des arguties savamment dosées, la Direction et sa compagnie d'assurances refusent en fait d'envisager les indemnités prévues en 1974.

Dans une récente déclaration, les riverains affirment qu'ils sont victimes de la volonté de la Direction de réaliser un profit maximum au mépris de leur condition de vie et reprochent vivement au maire son manque d'empressement à les soutenir.

Le groupe des élus communistes, quant à lui, considère que l'esprit du protocole de 1974 doit être respecté. Ce qui signifie que, bien que les soixante familles de riverains se soient, à la demande du maire, constituées en association, la Municipalité doit prendre en charge leurs problèmes pour obliger la Direction de la carrière à prendre les mesures nécessaires. Le groupe demande en outre que la Municipalité rencontre rapidement les riverains pour établir avec eux la liste de ces mesures que la Municipalité devra exiger de la Direction.

## BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE**

**GÉRER**

**ENTREPRENDRE**

**AMÉNAGER**

**DIFFUSER**

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

Bretagne Loire équipement : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

92, rue Lazare Carnot  
56100 Lorient  
Tél. : 97.21.65.71

